



Treaty Series No. 78 (1977)

Statute of the International Institute for the Unification of Private Law

with the amendments adopted at the Nineteenth Session
of the General Assembly on 18 February 1969

Rome, 15 March 1940

[The United Kingdom instrument of accession to the Statute was deposited on
24 September 1948]

[In continuation of Treaty Series No. 4 (1969) Cmnd. 3870]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
October 1977*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

35p net

Cmnd. 6946

STATUT
ORGANIQUE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR
L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ

**(Y compris les amendements adoptés par l'Assemblée Générale à la
dix-neuvième Session, entrés en vigueur le 29 septembre 1976)**

ARTICLE 1^{er}

L'Institut International pour l'Unification du Droit privé a pour objet d'étudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé entre les Etats ou entre les groupes d'Etats et de préparer graduellement l'adoption par les divers Etats d'une législation de droit privé uniforme.

A cette fin l'Institut:

- a) prépare des projets de lois ou de conventions visant à établir un droit interne uniforme;
- b) prépare des projets d'accords en vue de faciliter les rapports internationaux en matière de droit privé;
- c) entreprend des études de droit comparé dans les matières du droit privé;
- d) s'intéresse aux initiatives déjà prises dans tous ces domaines par d'autres institutions, avec lesquelles il peut, au besoin, se tenir en contact;
- e) organise des conférences et publie les études qu'il juge dignes d'une large diffusion.

ARTICLE 2

L'Institut International pour l'Unification du Droit Privé est une institution internationale qui relève des Gouvernements participants.

Sont Gouvernements participants ceux qui auront adhéré au présent Statut conformément à l'article 20.

L'Institut jouit, sur le territoire de chacun des Gouvernements participants, de la capacité juridique nécessaire pour exercer son activité et pour atteindre ses buts.

Les privilèges et immunités dont jouiront l'Institut, ses agents et ses fonctionnaires seront définis dans des accords à intervenir avec les Gouvernements participants.

ARTICLE 3

L'Institut International pour l'Unification du Droit Privé a son siège à Rome.

ARTICLE 4

Les organes de l'Institut sont :

- 1) l'Assemblée Générale;
- 2) le Président;
- 3) le Conseil de Direction;
- 4) le Comité Permanent;
- 5) le Tribunal Administratif;
- 6) le Secrétariat.

ARTICLE 5

L'Assemblée Générale se compose d'un représentant de chaque Gouvernement participant. Les Gouvernements autres que le Gouvernement italien y seront représentés par leurs agents diplomatiques auprès du Gouvernement italien ou leurs délégués.

L'Assemblée se réunit en session ordinaire au moins une fois par an, sur convocation du Président, pour l'approbation des comptes annuels des recettes et des dépenses et du budget.

Tous les trois ans, elle approuve le programme des travaux de l'Institut, sur la proposition du Conseil de Direction, et, conformément au paragraphe 4 de l'article 16, revoit, à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, le cas échéant, les résolutions prises en vertu du paragraphe 3 dudit article 16.

ARTICLE 6

Le Conseil de Direction se compose du Président et de seize à vingt-et-un membres.

Le Président est nommé par le Gouvernement italien.

Les membres sont nommés par l'Assemblée Générale. L'Assemblée peut nommer un membre en plus de ceux indiqués à l'alinéa premier en le choisissant parmi les juges en fonction de la Cour Internationale de Justice.

Le mandat du Président et des membres du Conseil de Direction a la durée de cinq ans et est renouvelable.

Le membre du Conseil de Direction nommé en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Chaque membre, avec le consentement du Président, peut se faire représenter par une personne de son choix.

Le Conseil de Direction peut appeler à participer à ses séances, à titre consultatif, des représentants d'institutions ou organisations internationales, lorsque les travaux de l'Institut portent sur des matières concernant ces institutions ou organisations.

Le Conseil de Direction est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

ARTICLE 7

Le Comité Permanent se compose du Président et de cinq membres nommés par le Conseil de Direction parmi ses membres.

Les membres du Comité Permanent resteront en fonction pendant cinq ans seront rééligibles.

Le Comité Permanent est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas une fois par an.

ARTICLE 7^{bis}

Le Tribunal Administratif est compétent pour statuer sur les différends entre l'Institut et ses fonctionnaires ou employés, ou leurs ayants droit, portant notamment sur l'interprétation ou l'application du Règlement du personnel. Les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnues par les parties dans le contrat donnant lieu au litige.

Le Tribunal est composé de trois membres titulaires et d'un membre suppléant, choisis en dehors de l'Institut, et appartenant, de préférence, à des nationalités différentes. Ils sont élus par l'Assemblée Générale pour la durée de cinq ans. En cas de vacance le Tribunal se complète par cooptation.

Le Tribunal jugera, en premier et dernier ressort, en appliquant les dispositions du Statut et du Règlement, ainsi que les principes généraux du droit. Il pourra également statuer *ex aequo et bono* lorsque cette faculté lui aura été attribuée par un accord entre les parties.

Si le Président du Tribunal considère qu'un différend entre l'Institut et un de ses fonctionnaires ou employés est d'une importance très limitée, il peut statuer lui-même ou bien confier la décision à un seul des juges du Tribunal.

Le Tribunal établira lui-même son règlement de procédure.

ARTICLE 7^{ter}

Les membres du Conseil de Direction, ou du Tribunal Administratif, dont le mandat expire par l'échéance du terme, restent en fonction jusqu'à l'installation des nouveaux élus.

ARTICLE 8

Le Secrétariat comprend un Secrétaire général nommé par le Conseil de Direction sur présentation du Président, deux Secrétaires généraux adjoints appartenant à des nationalités différentes, nommés également par le Conseil de Direction, et les fonctionnaires et employés qui seront indiqués par les règles relatives à l'administration de l'Institut et à son fonctionnement intérieur, visées à l'article 17.

Le Secrétaire général et les adjoints sont nommés pour une période qui n'aura pas une durée supérieure à cinq ans. Ils sont rééligibles.

Le Secrétaire général de l'Institut est de droit le Secrétaire de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 9

L'Institut possède une bibliothèque placée sous la direction du Secrétaire général.

ARTICLE 10

Les langues officielles de l'Institut sont l'italien, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et le français.

ARTICLE 11

Le Conseil de Direction avise aux moyens de réaliser les tâches énoncées à l'article 1^{er}.

Il arrête le programme de travail de l'Institut.

Il approuve le rapport annuel sur l'activité de l'Institut.

Il arrête le projet de budget et le transmet pour approbation à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 12

Tout Gouvernement participant, de même que toute institution internationale de caractère officiel, peut formuler, en s'adressant au Conseil de Direction, des propositions en vue de l'étude des questions relevant de l'unification, de l'harmonisation ou de la coordination du droit privé.

Toute institution ou association internationale, qui a pour objet l'étude de questions juridiques, peut présenter au Conseil de Direction des suggestions concernant des études à entreprendre.

Le Conseil de Direction décide de la suite à donner aux propositions et suggestions ainsi formulées.

ARTICLE 12^{bis}

Le Conseil de Direction peut établir avec d'autres organisations inter-gouvernementales, ainsi qu'avec les Gouvernements non-participants, toutes relations propres à assurer une collaboration conforme à leurs fins respectives.

ARTICLE 13

Le Conseil de Direction peut déléguer l'examen de questions spéciales à des commissions de juristes particulièrement versés dans l'étude de ces questions.

Les commissions seront présidées autant que possible par des membres du Conseil de Direction.

ARTICLE 14

Après l'étude des questions qu'il a retenues comme objet de ses travaux, le Conseil de Direction approuve, s'il y a lieu, les avant-projets à soumettre aux Gouvernements.

Il les transmet, soit aux Gouvernements participants, soit aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions, en demandant leur avis sur l'opportunité et sur le fond des dispositions arrêtées.

Sur la base des réponses reçues, le Conseil de Direction approuve, s'il y a lieu, les projets définitifs.

Il les transmet aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions.

Le Conseil de Direction avise ensuite aux moyens pour assurer la convocation d'une Conférence diplomatique appelée à examiner les projets.

ARTICLE 15

Le Président représente l'Institut.

Le pouvoir exécutif sera exercé par le Conseil de Direction.

ARTICLE 16

1. Les dépenses annuelles relatives au fonctionnement et à l'entretien de l'Institut seront couvertes par les recettes inscrites au budget de l'Institut, qui comprendront notamment la contribution ordinaire de base du Gouvernement italien promoteur, que celui-ci déclare fixer à la somme de 60 millions de livres italiennes par an, et les contributions ordinaires annuelles des autres Gouvernements participants.

2. Aux fins de la répartition de la quote-part des dépenses annuelles non couvertes par la contribution ordinaire du Gouvernement italien ou par des recettes provenant d'autres sources, entre les autres Gouvernements participants, ces derniers seront divisés en catégories. A chaque catégorie correspondra un certain nombre d'unités.

3. Le nombre des catégories, le nombre d'unités correspondant à chaque catégorie, le montant de chaque unité, ainsi que le classement de chaque Gouvernement dans une catégorie, seront fixés par une résolution de l'Assemblée Générale prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, sur proposition d'une Commission nommée par l'Assemblée. Dans ce classement, l'Assemblée tiendra compte, parmi d'autres considérations, du revenu national du pays représenté.

4. Les décisions prises par l'Assemblée Générale en vertu du paragraphe 3 et du présent article pourront être révisées tous les trois ans par une résolution nouvelle de l'Assemblée Générale, prise à la même majorité des deux tiers des membres présents et votants, à l'occasion de sa décision visée à l'alinéa 3 de l'article 5.

5. Les résolutions de l'Assemblée Générale prises en vertu des paragraphes 3 et 4 du présent article seront notifiées par le Gouvernement italien à chaque Gouvernement participant.

6. Dans le délai d'un an à dater de la notification visée au paragraphe 5 du présent article, chaque Gouvernement participant aura la faculté de faire valoir ses réclamations contre les résolutions relatives à son classement, à la prochaine session de l'Assemblée Générale. Celle-ci devra se prononcer par une résolution prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, qui sera notifiée par le Gouvernement italien au Gouvernement participant intéressé. Ce même Gouvernement aura toutefois la faculté de dénoncer son adhésion à l'Institut, en suivant la procédure prévue à l'alinéa 3 de l'article 19.

7. Les Gouvernements participants, en retard de plus de deux ans dans le versement de leur contribution, perdent le droit de vote au sein de l'Assemblée Générale jusqu'à la régularisation de leur position. En outre, il ne sera pas tenu compte de ces Gouvernements dans la formation de la majorité requise par l'article 19 du présent Statut.

8. Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut sont mis à sa disposition par le Gouvernement italien.

9. Il est créé un Fonds de roulement de l'Institut ayant pour but de faire face aux dépenses courantes, en attendant l'encaissement des contributions dues par les Gouvernements participants, ainsi qu'aux dépenses imprévues.

10. Les règles relatives au Fonds de roulement feront partie du Règlement de l'Institut. Elles seront adoptées et modifiées par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

ARTICLE 17

Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel seront établies par le Conseil de Direction et devront être approuvées par l'Assemblée Générale et communiquées au Gouvernement italien.

Les indemnités de voyage et de séjour des membres du Conseil de Direction et des commissions d'études, ainsi que les émoluments du personnel du Secrétariat, de même que toute autre dépense administrative, seront à la charge du budget de l'Institut.

L'Assemblée Générale nommera, sur présentation du Président, un ou deux commissaires aux comptes chargés du contrôle financier de l'Institut. La durée de leurs fonctions est de cinq ans. Dans le cas où deux commissaires aux comptes seraient nommés, ils devront appartenir à des nationalités différentes.

Le Gouvernement italien n'encourra aucune responsabilité, financière ou autre, du fait de l'administration de l'Institut, ni aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement de ses services et notamment à l'égard du personnel de l'Institut.

ARTICLE 18

L'engagement du Gouvernement italien concernant la subvention annuelle et les locaux de l'Institut dont il est question à l'article 16, est stipulé pour une durée de six ans. Il continuera à être en vigueur pour une nouvelle période de six ans, si le Gouvernement italien n'a pas notifié aux autres Gouvernements participants son intention d'en faire cesser les effets, deux ans au moins avant la fin de la période en cours. En pareil cas, l'Assemblée Générale sera convoquée par le Président, au besoin en session extraordinaire.

Il appartiendra à l'Assemblée Générale, au cas où elle déciderait la suppression de l'Institut, de prendre, sans préjudice des dispositions du Statut et du Règlement relatives au Fonds de roulement, toute mesure utile concernant les propriétés acquises par l'Institut au cours de son fonctionnement et notamment les archives et collections de documents et livres ou périodiques.

Il est toutefois entendu qu'en pareil cas les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement italien feront retour à ce dernier.

ARTICLE 19

Les amendements au présent Statut qui seraient adoptés par l'Assemblée Générale entreront en vigueur dès leur approbation par la majorité des deux tiers des Gouvernements participants.

Chaque Gouvernement communiquera par écrit son approbation au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

Tout Gouvernement qui n'aurait pas approuvé un amendement au présent Statut aura la faculté de dénoncer son adhésion dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de l'amendement. La dénonciation aura effet dès la date de sa notification au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

ARTICLE 20

Tout Gouvernement qui entend adhérer au présent Statut notifiera par écrit son adhésion au Gouvernement italien.

L'adhésion donnée pour six ans; elle sera tacitement renouvelée de six en six ans sauf dénonciation faite par écrit une année avant l'expiration de chaque période.

Les adhésions et dénonciations seront notifiées aux Gouvernements participants par le Gouvernement italien.

ARTICLE 21

Le présent Statut entrera en vigueur dès que six Gouvernements au moins auront notifié leur adhésion au Gouvernement italien.

ARTICLE 22

Le présent Statut, qui portera la date du 17 mars 1940, restera déposé dans les archives du Gouvernement italien. Copie certifiée conforme du texte sera remise, par les soins du Gouvernement italien, à chacun des Gouvernements participants.

Dispositions transitoires

Jusqu'à la première nomination prévue à l'article 6 du Statut organique du 15 mars 1940, le Conseil de Direction de l'Institut International pour l'Unification du Droit Privé sera composé du Président et des membres du Conseil de Direction en fonction à la date du 20 avril 1940.

2. Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel en vigueur à la date du 20 avril 1940 seront applicables, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du Statut organique du 15 mars 1940, jusqu'à l'approbation des nouvelles règles y relatives conformément à l'article 17 dudit Statut.

INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 7^{bis} DU STATUT ORGANIQUE, APPROUVÉE LORS DE LA II^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (30 avril 1953)

L'Assemblée Générale,

Vu la Résolution portant amendement au Statut organique de l'Institut, adoptée par l'Assemblée le 18 janvier 1952;

Considérant qu'aux termes de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 7^{bis} du Statut concernant la compétence du Tribunal Administratif " les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnue par les parties dans le contrat donnant lieu au litige ";

Considérant l'opportunité de préciser la portée de la compétence qui peut être attribuée au Tribunal Administratif en vertu de ladite disposition;

Déclare

1) Que l'expression " les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers " qui pourront être soumis au Tribunal Administratif de l'Institut dans les conditions prévues à l'article 7^{bis} du Statut organique, vise exclusivement les différends concernant les obligations naissant de contrats passés entre l'Institut et les tiers.

2) que la compétence du Tribunal Administratif à l'égard des différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers ne pourra être considérée comme " expressément reconnue " que pour autant que cette reconnaissance resultera d'un acte écrit.

**STATUTE
OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE
UNIFICATION OF PRIVATE LAW**

**(Incorporating amendments adopted by the General Assembly at its
Nineteenth Session which entered into force on September 29, 1976)**

[Unofficial translation]

ARTICLE 1

The purpose of the International Institute for the Unification of Private Law is to examine ways of harmonising and co-ordinating the private law of States and of groups of States, and to prepare gradually for the adoption by the various States of uniform rules of private law.

To this end the Institute will:

- (a) prepare drafts of laws and conventions with the object of establishing uniform internal law;
- (b) prepare drafts of agreements with a view to improving international relations in the field of private law;
- (c) undertake studies in comparative private law;
- (d) participate in projects already undertaken in any of these fields by other organisations with which it may maintain relations as necessary;
- (e) organise conferences and publish works considered worthy of a wide circulation.

ARTICLE 2

The International Institute for the Unification of Private Law is an international body responsible to the participating Governments.

The participating Governments are those which accede to the present Statute in accordance with Article 20.

The Institute shall enjoy, in the territory of each participating Government, the necessary legal capacity to enable it to exercise its functions and to realise its purposes.

The privileges and immunities which the Institute and its agents and officers shall enjoy shall be defined in agreements to be concluded with the participating Governments.

ARTICLE 3

The International Institute for the Unification of Private Law shall have its headquarters in Rome.

ARTICLE 4

The Institute shall have

- (1) a General Assembly;
- (2) a President;
- (3) a Governing Council;
- (4) a Permanent Committee;
- (5) an Administrative Tribunal;
- (6) a Secretariat.

ARTICLE 5

The General Assembly shall consist of one representative from each of the participating Governments. Governments, other than the Italian Government, shall be represented by their diplomatic representatives accredited to the Italian Government or their deputies.

The Assembly shall be called to an ordinary meeting in Rome by the President at least once a year, to approve the accounts of income and expenditure for the financial year and the Budget.

Every three years, it shall approve the programme of work of the Institute submitted by the Governing Council and, in pursuance of paragraph 4 of Article 16, revise by a majority of two-thirds of the Members present and voting, if necessary, the resolutions adopted under paragraph 3 of the said Article 16.

ARTICLE 6

The Governing Council shall consist of the President and between sixteen to twenty-one members.

The President shall be appointed by the Italian Government.

The members shall be appointed by the General Assembly. The Assembly may appoint, in addition to the members mentioned in paragraph 1, one other member chosen from among the judges in office of the International Court of Justice.

The President and members of the Governing Council shall hold office for a term of five years which shall be renewable.

A member of the Governing Council who is appointed to replace a member whose term of office has not expired shall hold office for the remainder of the term of his predecessor.

Each member can, with the consent of the President, choose another person to act as his representative.

The Governing Council may invite representatives of international institutes or organisations to take part in its meetings, in a consultative capacity, whenever the work of the Institute deals with subjects which are the concern of those institutes or organisations.

The Governing Council shall be convened by the President whenever he considers it expedient and in any case at least once a year.

ARTICLE 7

The Permanent Committee shall consist of the President and five members nominated by the Governing Council from among its own members.

Members of the Permanent Committee shall hold office for five years and shall be eligible for re-election.

The Permanent Committee shall be convened by the President whenever he considers it expedient and in any case at least once a year.

ARTICLE 7^{bis}

The Administrative Tribunal shall have jurisdiction to deal with any differences between the Institute and its officers or employees, or those claiming in right of them, with particular regard to the interpretation or application of the Regulations governing the status of such officers and employees. Any differences arising from contractual relations between the Institute and third parties shall be submitted to the Tribunal, provided that its jurisdiction has been expressly recognised by the parties to the contract giving rise to the dispute.

The Tribunal shall consist of three official members and one additional member, chosen from outside the Institute, and being preferably of different nationalities. They shall be elected for five years by the General Assembly. Any vacancy in the Tribunal shall be filled by co-option.

The decisions of the Tribunal shall be without appeal and it shall apply to the terms of the Statute and of the Regulations as well as the general principles of law. It may also decide *ex aequo et bono* when such power has been given to it by an agreement between the parties.

Where the President of the Tribunal considers that a difference between the Institute and one of its officers or employees is of very limited importance, he may decide it himself or entrust the decision to only one of the judges of the Tribunal.

The Tribunal shall adopt its own rules of procedure.

ARTICLE 7

Members of the Governing Council, or of the Administrative Tribunal, whose term of office expires, will continue to exercise their functions until the newly-elected members take office.

ARTICLE 8

The Secretariat shall consist of a Secretary-General appointed by the Governing Council on the nomination of the President, two Assistant Secretaries General of different nationalities also appointed by the Governing Council, and the officers and employees provided for in the rules governing the management of the Institute and its internal administration referred to in Article 17.

The Secretary-General and the Assistant Secretaries General shall be appointed for a period which shall not exceed five years. They shall be eligible for re-election.

The Secretary-General of the Institute shall be *ex officio* Secretary of the General Assembly.

ARTICLE 9

The Institute shall maintain a library under the management of the Secretary-General.

ARTICLE 10

The official languages of the Institute shall be Italian, German, English, Spanish and French.

ARTICLE 11

The Governing Council shall determine the methods of carrying out the aims set out in Article 1.

It shall draw up the programme of work of the Institute.

It shall approve the annual report of the Institute's activities.

It shall draw up a draft budget and forward it for approval to the General Assembly.

ARTICLE 12

All participating Governments, as well as all international organisations of an official nature, shall be entitled to set before the Governing Council proposals for the study of questions relating to the unification, harmonisation or co-ordination of private law.

Any international institute or association, the purpose of which is the study of legal questions, may put before the Governing Council suggestions concerning studies to be undertaken.

The Governing Council shall decide any action to be taken on proposals and suggestions made in this way.

ARTICLE 12^{bis}

The Governing Council may enter into relations with other inter-governmental organisations, as well as with non-participating Governments, in order to ensure co-operation in conformity with their respective aims.

ARTICLE 13

The Governing Council may refer the study of particular questions to commissions of jurists who have specialised knowledge of those questions.

The commissions shall, as far as possible, be presided over by members of the Governing Council.

ARTICLE 14

When the study of questions that have been taken up has been completed, the Governing Council shall, if it thinks fit, approve any drafts to be submitted to Governments.

It shall send such drafts to the participating Governments, or to the institutes, organisations or associations which made the relevant proposals or suggestions to it, asking them for their opinion on the expediency and the substance of the provisions.

In the light of the answers received, the Governing Council shall, if it thinks fit, approve final drafts.

It shall send these to the Governments or to the institutes or associations which made the relevant proposals or suggestions to it.

The Governing Council shall then consider the best way of convening a Diplomatic Conference to examine the drafts.

ARTICLE 15

The President shall represent the Institute.

Executive authority shall be exercised by the Governing Council.

ARTICLE 16

1. The yearly expenditure relating to the operation and maintenance of the Institute shall be covered by the income specified in the budget of the Institute, and this shall include in the first place, the ordinary basic contribution of the Italian Government, the promoter of the Institute, which that Government declares to be fixed at 60 million Italian lire per annum and the ordinary yearly contributions of the other participating Governments.

2. For the purpose of distributing the part of the yearly expenditure not covered by the ordinary contribution of the Italian Government or other income among the other participating Governments, the latter shall be classified in categories. Each category will comprise a certain number of units.

3. The number of categories, the number of units according to each category, the amount of each unit, and the classification of each participating Government in a category, shall be determined by a resolution of the General Assembly adopted by a majority of two-thirds of the Members present and voting, on the basis of proposals to be submitted to it by a Commission appointed by the Assembly. In this classification, the Assembly shall take account, among other considerations, of the national income of the country concerned.

4. Resolutions adopted by the General Assembly in pursuance of paragraph 3 of this Article may be revised, every three years, by a further resolution of the General Assembly, adopted by a majority of two-thirds of the Members present and voting, at the same time as the consideration of its resolution mentioned in paragraph 3 of Article 5.

5. Resolutions of the General Assembly adopted in pursuance of paragraphs 3 and 4 of this Article shall be communicated to the participating Governments by the Italian Government.

6. During a period of one year following the communication mentioned in paragraph 5 of this Article, each participating Government may put forward objections against resolutions concerning its classification for consideration by the next session of the General Assembly. The Assembly shall decide the question with a resolution, adopted by a majority of two-thirds of the Members present and voting, which shall be communicated by the Italian Government to the interested participating Government. The latter Government shall, however, have the option of withdrawing from membership of the Institute, following the procedure under paragraph 3 of Article 19.

7. Participating Governments which are more than two years in arrears with the payment of their contribution shall lose the right to vote in the General Assembly until they regularise their position. Furthermore, these Governments shall not be included in the formation of the majority required in compliance with Article 19 of this Statute.

8. Such premises as are necessary to the operation of the services of the Institute shall be put at its disposal by the Italian Government.

9. A Working Capital Fund of the Institute is established, the purpose of which is to meet current expenditure, pending the receipt of the annual contributions from participating Governments, and to meet unforeseen expenditure.

10. The rules of the Fund shall be incorporated in the Institute's Regulations. They shall be adopted and modified by the decision of a majority of two-thirds of the Members present and voting in the General Assembly.

ARTICLE 17

Rules governing the management of the Institute, its internal administration and the status of its officers and employees shall be adopted by the Governing Council and must be approved by the General Assembly and communicated to the Italian Government.

Travel and subsistence expenses incurred by members of the Governing Council and of commissions engaged on studies, as well as the salaries of the staff of the Secretariat and any other administrative expenses, shall be met out of the Institute's budget.

The General Assembly shall, on the nomination of the President, appoint one or two auditors responsible for the financial control of the Institute. They shall be appointed for a period of five years. Should two auditors be appointed, they must be of different nationalities.

The Italian Government shall not incur any liability, financial or otherwise, from the administration of the Institute, nor any civil liability from the operation of its services, especially in relation to the employees of the Institute.

ARTICLE 18

The Italian Government's undertaking to provide a yearly subsidy and premises for the Institute, as provided in Article 16, is made for a period of six years. It will continue to be effective for a further period of six years if the Italian Government has not informed the other participating Governments of its intention to terminate this assistance at least two years prior to the end of the current period. In such an event the President shall call a meeting of the General Assembly and if need be an extraordinary meeting.

If the General Assembly should decide to wind up the Institute, it shall be the duty of the General Assembly, without prejudice to the provisions in the Statute and in the Regulations concerning the Working Capital Fund, to take all necessary measures with regard to the property acquired by the Institute in the course of its existence, especially the archives and collections of documents and books or periodicals.

Nevertheless, it is understood that, should there be such a winding up, the lands, buildings and movables that have been put at the disposal of the Institute by the Italian Government should be returned to that Government.

ARTICLE 19

Amendments to this Statute, passed by the General Assembly, shall come into force when approved by a majority of two-thirds of the participating Governments.

Each Government shall notify its approval in writing to the Italian Government which shall inform the other participating Governments and the President of the Institute.

Any Government which has not approved an amendment to the Statute may denounce the Statute at any time within six months of the coming into force of the amendment. Denunciation shall take effect from the date on which the Italian Government is informed, and notice shall be given by the Italian Government to the other participating Governments and to the President of the Institute.

ARTICLE 20

Any Government wishing to accede to this Statute shall give notice of its accession in writing to the Italian Government.

Participation shall be for six years and will be impliedly renewed for further periods of six years unless denunciation is declared in writing at least a year before the end of any period.

Accessions and denunciations shall be communicated to the participating Governments by the Italian Government.

ARTICLE 21

This Statute shall come into force as soon as six Governments have notified the Italian Government of their accession.

ARTICLE 22

This Statute, which is dated 15th March, 1940, shall be deposited in the archives of the Italian Government. Certified copies of the text shall be sent by the Italian Government to each of the participating Governments.

Transitional provisions

1. Until the first appointment in accordance with Article 6 of the Statute of 15th March, 1940, the Governing Council of the International Institute for the Unification of Private Law shall consist of the President and the Members of the Governing Council in office on 20th April, 1940.

2. Rules governing the management of the Institute, its internal administration and the status of its employees, in force on 20th April, 1940, shall apply in so far as they do not conflict with the Statute of 15th March, 1940, until new rules relating thereto shall have been approved in accordance with Article 17 of that Statute.

INTERPRETATION OF ARTICLE 7^{bis} OF THE STATUTE, APPROVED AT THE ELEVENTH SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY

(April 30, 1953)

The General Assembly,

Considering the Resolution, adopted by the Assembly on the 18th January, 1952, which amends the Statute;

Considering that according to the second sentence of the first paragraph of Article 7^{bis} of the Statute which deals with the jurisdiction of the Administrative Tribunal "any difference arising from contractual relations between the Institute and third parties shall be submitted to the Tribunal, provided that its jurisdiction has been expressly recognised by the parties to the contract giving rise to the disputes";

Considering the advisability of further defining the extent of the jurisdiction which may be assumed by the Administrative Tribunal in according with the above provision;

Declares

(i) That the “ differences arising from contractual relations between the Institute and third parties ” which may be submitted to the Administrative Tribunal of the Institute under the conditions prescribed in Article 7^{bis} of the Statute, relates exclusively to disputes about obligations arising from contracts concluded between the Institute and third parties.

(ii) That the jurisdiction of the Administrative Tribunal in respect of disputes arising from contractual relations between the Institute and third parties cannot be considered to have been “ expressly recognised ” unless this recognition has been expressed in writing.

LIST OF MEMBER STATES

<i>Country</i>	<i>Date of accession</i>
Argentina	5 April 1972
Australia	20 March 1973
Austria	10 August 1948
Belgium	20 April 1940
Bolivia	22 April 1940
Bulgaria	22 June 1940
Canada	2 March 1968
Colombia	26 April 1940
Cuba	14 October 1940
Czechoslovakia	29 May 1968
Denmark	5 June 1940
Egypt	25 December 1951
Finland	5 May 1940
France	3 August 1948
German Democratic Republic	9 February 1973
Germany, Federal Republic of	26 April 1940
Greece	20 April 1940
Hungary	20 April 1940
India	28 September 1950
Iran	4 April 1951
Iraq	3 May 1973
Ireland	18 April 1940
Israel	8 April 1954

<i>Country</i>	<i>Date of accession</i>
Italy	15 June 1957
Japan	19 December 1953
Luxembourg	10 September 1973
Mexico	6 May 1940
Netherlands	14 April 1940
Nicaragua	20 April 1940
Nigeria	29 October 1964
Norway	16 July 1951
Pakistan	30 May 1964
Paraguay	4 May 1940
Portugal	18 May 1949
Romania	20 April 1940
San Marino	4 February 1945
South Africa	27 April 1971
Spain	13 April 1940
Sweden	12 April 1940
Switzerland	20 April 1940
Turkey	21 October 1951
United Kingdom	24 September 1948
United States of America	13 March 1964
Uruguay	23 April 1940
Vatican City	19 April 1945
Venezuela	15 May 1940
Yugoslavia	20 April 1940